



INFORMER SUR

ACHETEZ
LE DVDLES NOUVEAUX
**CHIENS
DE GARDE****17,90€**
PORT INCLUL'INFORMATION - LES MEDIAS -
- LES JOURNALISMES

L'interrogatoire d'un syndicaliste par Marc-Olivier Fogiel (RTL)

par [Henri Maler](#), le 14 mars 2013

Suite de la série dédiée aux journalistes de maintien de l'ordre. Après la [défense des plantes vertes de PSA par le JT de France 2](#) (12 décembre 2012) après [l'interrogatoire de trois syndicalistes par Jean-Pierre Elkabbach](#) (Europe 1, 4 février 2013) puis [l'interrogatoire de Mickaël Wamen syndicaliste de Goodyear par Pascale Clark](#) (France Inter, 12 février 2013), ce dernier a bénéficié de la sollicitude de Marc-Olivier Fogiel, sur RTL, le jeudi 7 mars 2013.

Ce jour-là, à la suite des affrontements entre les forces de l'ordre et des salariés de Goodyear, **une seule** question se posait pour Marc-Olivier Fogiel, et notre journaliste aux abois ne posa qu'elle seule, sous plusieurs formes : « Est-ce que vous condamnez les violences de salariés ? »

On écoute...

... et on savoure.

(1) Première question de Fogiel, avec élégance, en s'adressant personnellement à Michaël Wamen, comme s'il était personnellement impliqué dans des affrontements auxquels il n'a pas pris part :

- Marc-Olivier Fogiel : « Vous étiez tout à l'heure avec plusieurs centaines de salariés au siège de Rueil-Malmaison à l'occasion du comité central d'entreprise sur la fermeture de l'usine d'Amiens-Nord et le rassemblement a dégénéré, il a tourné à l'affrontement, dix policiers blessés, cinq hospitalisés, heu... **Vous aviez envie de casser du CRS aujourd'hui ?** »

- Michaël Wamen : « Non, non, ce n'était pas du tout l'état d'esprit dans lequel on était venu. Je rappellerais quand même que nous avons depuis maintenant six ans une direction archaïque qui ne pense qu'à vouloir faire fermer notre usine alors que la justice ne cesse de lui dire qu'elle n'a pas le droit de le faire, et on n'était pas du tout dans cet esprit-là... Par contre, ce que moi j'ai eu comme information et ce que j'ai pu vérifier : il y a eu effectivement des CRS qui sont venus provoquer les salariés de chez Goodyear, ce qui est quand même inadmissible, on n'était pas du tout dans cet esprit-là, mais faut quand même pas oublier qu'il y a [?] collègues qui sont en

arrêt de travail, dont deux très sérieusement blessés. »

(2) La deuxième question qui ne tient aucun compte de la réponse sur la provocation que constituerait la présence policière coule de source :

- Marc-Olivier Fogiel : « ***Mais est-ce que vous condamnez les violences ce soir, Michaël Wamen ?*** »

- Michaël Wamen : « ***Moi je condamne les violences de la part des forces de l'ordre*** et je condamne surtout l'attitude du gouvernement qui apporte comme seule réponse à des salariés qui se battent contre la fermeture d'une usine, d'envoyer des forces de l'ordre. » (Michaël Wamen poursuit en mettant en cause des membres du gouvernement.)

(3) S'attarder sur les mises en cause précises des forces de l'ordre et du gouvernement lancées par Michaël Wamen ? C'est pour plus tard... C'est-à-dire jamais. En revanche, la violence des salariés :

- Marc-Olivier Fogiel : « ***On va y venir ... Mais les images qu'on a vues sont extrêmement violentes. Certains salariés ont jeté des pneus enflammés sur les forces de l'ordre et sont allés au contact des policiers, on voit bien qu'ils veulent faire tomber leurs boucliers et frapper au visage... Ça c'est ce qu'on a vu concrètement (les reporters de RTL étaient là), ça vous ne condamnez pas ?*** »

- Michaël Wamen : « Écoutez, moi je n'ai pas à condamner ce que mes collègues ont fait [...] Ça fait des années et des années qu'on subit du harcèlement, et que la seule réponse du gouvernement c'est d'envoyer des centaines et des centaines de CRS qui veulent en découdre avec des salariés, faut pas s'étonner de la tournure que ça peut prendre. Alors maintenant condamner... Moi, je ne condamne jamais les salariés, moi je condamne la direction de Goodyear. [...] Et c'est avec nos impôts qu'on nous envoie des forces de l'ordre pour nous taper sur la gueule, alors... Merci le gouvernement. Bravo ! »

(4) Vite, passons à autre chose, c'est-à-dire à la même chose, mais en interrogeant non sur une explication, mais sur une prétendue justification :

- Marc-Olivier Fogiel : « Vous dites que la détresse ***justifie*** les débordements en fait ? »

- Michaël Wamen : « Mais c'est plus que de la détresse... Il y a des gens chez nous qui ont voulu se suicider, pas plus tard qu'il y a un mois, il y a un salarié qui a tenté de mettre fin à ses jours tellement qu'il supportait plus la pression qui lui est mise tous les jours au quotidien dans cet établissement. C'est une usine qui a tourné pendant des années du feu de dieu et aujourd'hui parce qu'on veut délocaliser et faire des produits et des pneumatiques dans des pays à bas coûts de main-d'œuvre pour faire encore plus de bénéfices, on voudrait nous faire perdre notre boulot. Je rappellerai quand même qu'il y a les Conti à Clairoix qui avaient fait des efforts, qui avaient tout accepté et l'entreprise a été fermée... »

(5) Sur cette violence-là, Marc-Olivier Fogiel n'a aucune question à poser : « Mais », « mais », « mais », objecte-t-il... sans y parvenir :

- Marc-Olivier Fogiel : « **Mmh... Mmh** »

- Michaël Wamen : « ... *Et des exemples comme cela, y en a énormément...* »

- Marc-Olivier Fogiel : « **Mais...** »

- Michaël Wamen : « *Aujourd'hui le vrai problème est, je pense, la réalité que la violence elle n'est pas du côté des salariés la violence elle est du côté des patrons [Marc-Olivier Fogiel tente d'intervenir], vous savez c'est violent d'apprendre qu'on risque de perdre son emploi...* »

- Marc-Olivier Fogiel : « **Je comprends bien...** »

- Michaël Wamen : « ... *dans un bassin où il n'y a plus d'emplois justement.* »

- Marc-Olivier Fogiel : « **Mais, Michaël Wamen, tout à l'heure on a entendu sur RTL beaucoup de salariés qui étaient devant le siège de Rueil-Malmaison qui se désolidarisaient des casseurs et de la CGT, on sent quand même une forme de scission, vous n'avez pas l'impression que, finalement, cette façon d'exprimer votre détresse vous dessert ?** »

- Michaël Wamen : « *Vous ne trouverez jamais dans un de nos tracts un appel à la violence ou quoi que ce soit... Bien au contraire tous les tracts que nous avons fait appellent justement à la situation de calme, ne pas tomber dans le piège qui nous est tendu de passer pour des syndicalistes et des salariés archaïques. Mais la violence, vous savez, elle n'est pas dans les rangs des salariés. Quand vous êtes provoqués comme les salariés ont été provoqués aujourd'hui par les forces de l'ordre, et d'ailleurs j'aimerais qu'une enquête soit menée parce que j'ai moi-même été victime ce soir en repartant du siège, de forces de l'ordre qui disaient : "On va en découdre bientôt"... Donc c'est quand même attristant de voir ça.* »

(6) Et c'est très subtil de se placer du côté des forces de l'ordre mobilisées par le gouvernement pour... protéger l'usine :

- Marc-Olivier Fogiel : « **Mais quel intérêt auraient les forces de l'ordre à venir vous provoquer ? Ils sont juste là pour protéger l'usine, mais quel intérêt les forces de l'ordre auraient à vous provoquer ?** »

- Michaël Wamen : « *C'est de démontrer à toute la France à travers les médias que les salariés de chez Goodyear sont des salariés qui sont prêts à en découdre puisque prêts à en découdre sur leur boulot. C'est toutes les caméras qui étaient présentes qui n'attendaient que ça. [...] Moi j'ai vu les propos d'Emmanuel Valls le 12 février : "Il faut éviter les dérives", faut éviter les machins, faut éviter ceci, faut éviter cela, et, en tout état de cause, la première chose qu'on voit quand on arrive, c'est des centaines et des centaines de CRS, il y a des centaines de cars de CRS qui sont devant. Et si c'est ça aujourd'hui le dialogue social que prône le gouvernement, je pense qu'il se trompe de combat.* »

(7) Il restait à interroger Michaël Wamen sur une « crainte »... qui est

surtout celle de Marc-Olivier Fogiel :

- Marc-Olivier Fogiel : « *Ce que vous nous dites ce soir c'est que ce qui s'est passé ce matin à Goodyear, finalement, c'est peut-être le symbole de tout ce qui peut se passer aujourd'hui en France. **Vous craignez un embrasement social en France ?*** »

- Michaël Wamen : « *Le gouvernement doit arrêter de faire des promesses et fermer les yeux sur ce qui se passe. Les vrais voyous aujourd'hui ce ne sont pas les salariés qui viennent dire : "on veut garder notre boulot"... Il faut aussi se mettre à la place des salariés qui subissent au quotidien ces pressions avec la peur au ventre de ne plus pouvoir nourrir leurs gamins et de plus pouvoir payer leur maison.* »

(8) C'est un appel à la compassion obligatoire qui clôt l'entretien... par son commencement :

- Marc-Olivier Fogiel : « *Pour terminer, **quel message vous adressez aux dix policiers blessés et aux cinq hospitalisés ?*** »

- Michaël Wamen : « *Écoutez, on ne peut que regretter qu'à moment donné il se passe un certain nombre de choses... Moi, dans les rangs des salariés de chez Goodyear j'ai six salariés blessés. Je ne peux que regretter la situation mais à moment donné, effectivement, une provocation en rend une autre. Je n'ai pas à regretter quoi que ce soit. Je dis simplement aujourd'hui ce que je regrette, c'est que si il y a eu un affrontement entre les Goodyear et les forces de l'ordre françaises, le seul et unique responsable c'est d'abord l'employeur Goodyear qui veut fermer notre usine et puis ensuite un gouvernement qui se dit de gauche et en réalité qui ferait certainement plus une politique de droite qu'il avait été prévu de faire. Voilà.* »

Henri Maler grâce à la transcription réalisée par [Benjamin Accardo](#)



[Document](#) (MP3 – 2.8 Mo)